

FORUM DE QUESTIONS/RÉPONSES

Quelles sont les conséquences de la menace du changement climatique dans les prochaines décennies ?

D'après les analyses du DR Gado, les projections des prochaines années diffèrent d'un pays à un autre que ce soit sur les changements climatiques ou par rapport à l'évolution des conflits. Selon les projections, si rien n'est fait d'ici 2100, il est prévu une augmentation de la température de 3°C en allant vers les zones côtières comme la Mauritanie, sans compter l'élévation du niveau de la mer. Cette augmentation peut être de 4°C sur le Sahel continental (Mali, Tchad, Niger). On pourrait observer des précipitations incertaines, une réduction de la durée de la saison des pluies ou des événements pluviométriques extrêmes qui aboutissent à des inondations dans certaines zones.

Quelques commentaires indexent aussi un mauvais aménagement de nos espaces d'habitation. Ils soulignent le fait que les inondations ne sont pas dues essentiellement à une pluviométrie importante, mais plutôt à un mauvais aménagement des terroirs (changement des écosystèmes, occupations anarchiques).

Quelles approches humanitaires en matière d'agriculture et d'élevage pour améliorer l'impact sur les communautés agropastorales ? L'agriculture écologique, est-elle la solution ?

Selon M. Sylla, dans certains pays un des problèmes est l'avancée des dunes face à l'agriculture, c'est aussi le cas dans le Sahel avec le désert. Mais on sait que certains pays ont œuvré pour faire revenir l'agriculture. En effet, le problème principal sera la disponibilité de la ressource en eau. Pour cela, il y avait le projet de revitalisation du lac Tchad. La grande muraille verte doit aussi pouvoir jouer un rôle pour fixer les dunes et faire revenir l'agriculture.

Des participants ont aussi indexé l'augmentation des espaces cultivables à travers les aménagements de bas-fonds en vogue au Burkina Faso sans études environnementales préalables, contribuant considérablement à impacter le climat et réduisant ainsi les espaces pastoraux.

Comment concilier les défis du changement climatique et les défis de l'employabilité des jeunes en termes d'entrepreneuriat par exemple ?

D'après M. Dorsouma, les réponses liées aux changements climatiques sont de plusieurs ordres et toutes les couches de la société sont concernées aussi bien les pouvoirs publics, les entreprises que la société civile. Ces dernières années, nous avons constaté que beaucoup d'innovations, de technologies et des contributions à l'action pour le climat ont émergé. Plusieurs de ces initiatives ont été développées par des jeunes entrepreneurs autour de l'économie circulaire (récupération et le recyclage des déchets), la gestion urbaine. Donc les opportunités sont là et les jeunes montrent de l'engouement dans l'économie verte. Les opportunités de financement aussi existent, car les banques sont de plus en plus sensibilisées pour développer des programmes ambitieux dans ce domaine. Par exemple à la BAD, il y a un fonds sur l'entrepreneuriat des jeunes qui finance ce type de projets. Il y a aussi un projet résilience et jeunesse face au changement climatique.

Dans le contexte sécuritaire actuel, sur quels leviers les États pourraient s'appuyer pour créer des conditions favorables permettant aux populations rurales affectées par le changement climatique et les conflits armés de véritablement saisir les opportunités en matière de création de la richesse et développement économique ?

Dans les discussions sur le chat, beaucoup ont suggéré d'impliquer « les communautés qui connaissent mieux que quiconque les véritables solutions à leurs problèmes ». Des initiatives comme la grande muraille verte ont été aussi citées en exemple, mais hélas, sa réalisation est toujours balbutiante. M. Gado a relevé l'importance d'avoir une bonne gestion des ressources au Sahel et en Afrique en général pour qu'elles génèrent des richesses au profit du développement. Cela passe aussi par une coopération équitable entre les États, allant dans le sens de l'exploitation des ressources naturelles. Cette préoccupation aiderait d'ailleurs les États à fixer les populations.